

PAS DE AU FACHO BOULOT

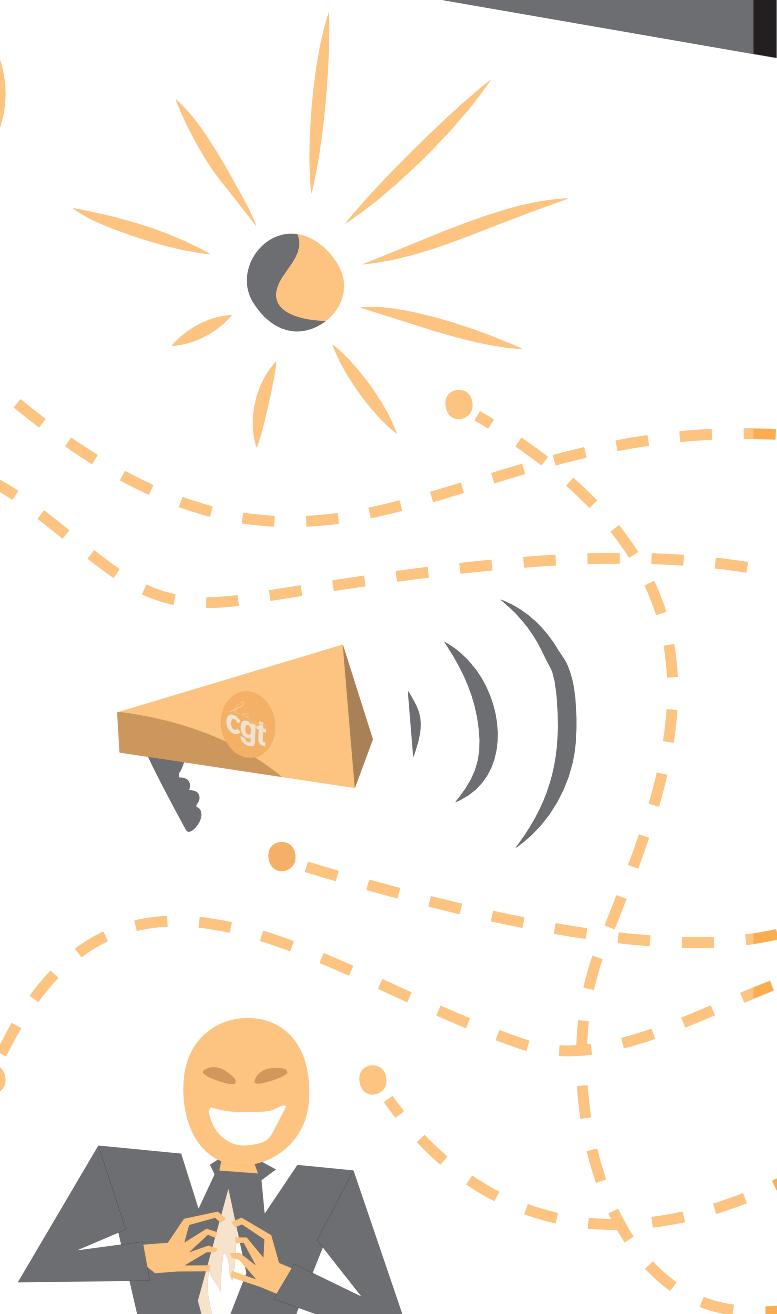
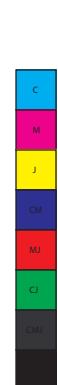
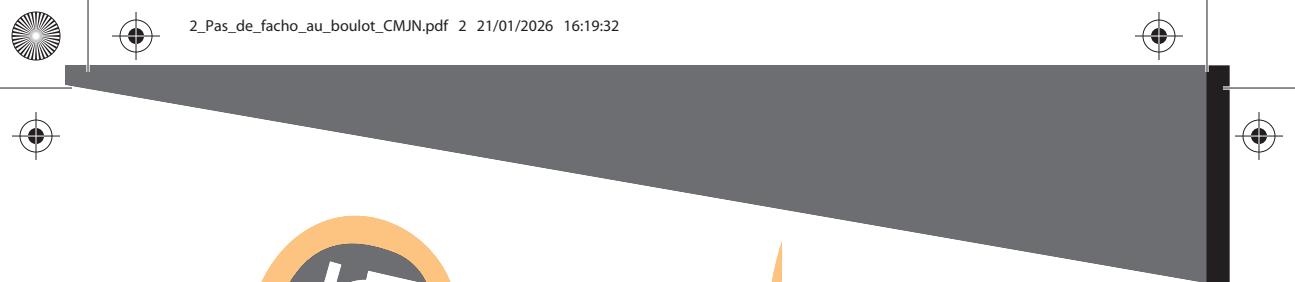
LE GUIDE POUR LUTTER CONTRE LES IDÉES POLITIQUES
D'EXTRÊME-DROITE DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

SEXISME
ORDRE
RACISME
NATION
AUTORITÉ
CENSURE
VIRILISME
HOMOPHOBIE



CGT
FÉDÉRATION DES
SERVICES PUBLICS





SOMMAIRE

• INTRODUCTION 4

I COMPRENDRE L'EXTRÊME-DROITE 6

II COMMENT L'EXT. DROITE S'INFILTRE 14

Dans la fonction publique territoriale
et dans le monde du travail

III MENSONGE ET HYPOCRISIE 18

L'extrême droite et la fonction publique

IV QUE FAIRE CONCRÈTEMENT ? 24

MOT DE FIN 36



INTRODUC'

Ce guide a été écrit dans un contexte marqué par une montée plus que préoccupante de l'influence des idées d'extrême droite au sein de notre société. Entre les réseaux sociaux, les plateaux télé, les repas de famille ou les discussions à la machine à café, il devient difficile d'échapper à la diffusion de cette idéologie toxique.

Hélas, les Collectivités Territoriales ne sont pas épargnées par ce phénomène. Nombreux sont les camarades, les collègues ou les amis qui témoignent d'une augmentation des paroles et des situations houleuses au sein de leurs services. Pourtant, il est utile de rappeler que l'extrême droite n'est pas compatible avec le service public.

Les exemples récents à l'international en sont révélateurs : aux États-Unis, Donald Trump a procédé à des vagues de licenciements de fonctionnaires et s'est attaqué à l'indépendance des administrations ; en Argentine, Javier Milei mène une politique de coupes budgétaires drastiques et de privatisations. Pourtant, dans ces pays, les populations les plus modestes n'ont pas vu leur niveau de vie s'améliorer.



'Tiōñ



La CGT le réaffirme, l'histoire de notre pays ou ailleurs dans le monde l'a démontré :

LORSQUE L'EXTRÊME DROITE EST AU POUVOIR... LA SITUATION DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES NE S'AMÉLIORE PAS !

La CGT défend un service public fort et refuse de rester neutre face à la banalisation des idées d'extrême droite. Parce que la CGT est aussi en faveur d'une société basée sur l'émancipation des travailleurs, l'égalité, la justice sociale et la solidarité entre tous les travailleurs y compris privés d'emploi ; nous ne pouvons rester neutres, laisser faire et voir le poison de la division, du repli et du racisme se développer au cœur de notre société.

En cette période, ce guide vise à identifier, comprendre et réagir face aux idées d'extrême droite. Il vise à soutenir les agents dans leur rôle et de garantir que le service public territorial continue de servir l'intérêt général, sans discrimination ni stigmatisation. Il a également pour vocation d'accompagner tous les acteurs des collectivités — agents, responsables, syndicalistes — pour mieux comprendre ces phénomènes, y répondre avec calme et efficacité, et contribuer à bâtir une culture antifasciste dans le service public.

I'extrême droite n'est plus un phénomène marginal. En France comme ailleurs, ses idées exploitent les peurs et les frustrations sociales pour opposer les « nous » aux « autres », détourner la colère des véritables responsables des inégalités et affaiblir la solidarité collective.

Racisme, autoritarisme, sexismes, faux alliés des mouvements sociaux et écologie instrumentalisée constituent autant d'outils pour imposer un agenda politique fondé sur l'exclusion pour le profit des capitalistes.

La comprendre, c'est mieux la combattre.



I COMPRENDRE

L'EXTRÊME DROITE



LES ACTEURS DE L'EXTRÊME DROITE : UNE GALAXIE MOUVANTE

En France, l'extrême droite est structurée autour de plusieurs pôles, qui interagissent mais ne se recoupent pas toujours :

- **Les partis politiques**

Le Rassemblement National (RN) ou Reconquête se présentent comme des partis « classiques », avec un discours modéré et soigné, mais leur programme repose toujours sur l'exclusion et l'autorité.



- **Les figures médiatiques**

Des personnalités comme Pascal Praud, Cyril Hanouna, Eugénie Bastié, diffusent des idées d'extrême droite dans les médias, en propageant des mensonges avec la complaisance des journalistes qui ne les contredisent jamais, en banalisant des discours racistes ou sexistes au nom de la « liberté d'expression ».



- **Les groupuscules identitaires**

Génération Identitaire (dissous), les Zouaves, anciens membres du GUD, Nemesis... Ces groupes, souvent violents et très organisés, agissent dans la rue ou sur Internet. Ils tentent de s'implanter un peu partout en France. La plupart de leurs fondateurs sont issus de l'aristocratie.



- **Les influenceurs en ligne**

Youtubeurs et streamers radicaux comme Alain Soral, Papacito ou Thais d'Escufon produisent des contenus viraux, souvent provocateurs et ouvertement racistes, jouant un rôle central dans la radicalisation de jeunes.



- **Les financeurs et magnats des médias**

Ils soutiennent des écoles, think tanks ou médias conservateurs pour structurer une contre-société et donner respectabilité à des idées radicales. Par exemple, Pierre-Edouard Stérin, milliardaire conservateur, finance le programme PERICLÈS qui vise à faire gagner au RN 300 communes pour les prochaines élections municipales, tandis que Vincent Bolloré contribue à médiatiser et normaliser ces idées.



L'EXTRÊME DROITE AVANCE MASQUÉE.
ELLE SAIT JOUER PLUSIEURS RÔLES À LA FOIS :
• RESPECTABLE ET VIOLENTE
• TRADITIONNELLE ET MODERNE
• POLITIQUE ET CULTURELLE
SES IDÉES CIRCULENT ET SE RENFORCENT EN ADOPTANT UNE STRATÉGIE DIFFUSE QUI LUI PERMET DE SE BANALISER.



RAPIDE HISTORIQUE

À près **1945**, l'extrême droite française, discreditée par la collaboration avec l'occupant nazi et le régime de Vichy, se reconstruit progressivement dans un contexte de marginalisation politique.

Les mouvements néofascistes et nationalistes, comme le Mouvement social européen ou Ordre Nouveau dans les années **1950-1960**, restent confidentiels. La guerre d'Algérie permet à certains groupes de se radicaliser, notamment autour de l'OAS (Organisation Armée Secrète).

En **1972**, Jean-Marie Le Pen fonde le Front National, et dans les années **1980**, l'extrême droite réussit à se réinsérer de manière visible dans le paysage politique. Ses thèmes changent : au lieu de se concentrer sur la race ou le fascisme explicite, l'extrême droite parle désormais d'identité nationale, d'immigration, d'islam et de sécurité. Sous la direction de Marine Le Pen, à partir des années **2010**, le parti se « dédiabolise » et leur discours se « banalise ». Cette stratégie aurait cependant été bien moins efficace sans la responsabilité du pouvoir en place : le gouvernement Macron a offert une légitimité politique inédite à l'extrême droite, en reprenant ses thématiques, en s'appuyant sur le groupe RN comme allié objectif à l'Assemblée nationale, et en promouvant des figures issues de cette galaxie, telles que Bruno Retailleau, proche de Philippe de Villiers, symbole historique de la droite identitaire.



LES IDÉES PORTÉES PAR L'EXTRÊME DROITE

L'extrême droite s'appuie sur un ensemble d'idées pour se diffuser dans la société et imposer son agenda politique. Ses idées jouent sur nos représentations et stéréotypes, c'est-à-dire des images mentales simplifiées qui influencent nos jugements.

Lorsqu'elles se figent, elles peuvent engendrer des préjugés et des discriminations, conduisant à des traitements injustes fondés sur l'origine, la religion, le sexe ou l'apparence.

De nombreuses opinions défendues par l'extrême droite constituent pourtant des délits, encadrés par le droit, qui sanctionne les comportements discriminatoires et impose des mesures de prévention. Ce cadre légal vise à protéger la dignité de chacun et à favoriser une société plus juste et respectueuse. Malgré cela, les idées de l'extrême droite s'adaptent constamment pour circuler et s'ancrer dans le débat public.

De nombreux représentants de l'extrême droite française ont ainsi été condamnés pour discrimination, incitation à la haine, propos racistes ou injurieux". Par exemple Éric Zemmour a été condamné pour provocation à la haine raciale pour des propos tenus en septembre 2020 sur CNews, où il a qualifié les mineurs isolés étrangers de « voleurs, assassins, violeurs »

- Amende de 10 000 €.

QUI SONT LES ÉLECTEURS DE L'EXTRÊME-DROITE ?

Le profil des électeurs du Rassemblement National (RN) a fortement évolué et s'est diversifié ces dernières années.

Historiquement ancré dans les milieux populaires, le parti séduit aujourd'hui l'ensemble des catégories socio-professionnelles : il recueille la majorité des voix chez les ouvriers (53 %) et les employés (39 %), tout en progressant chez les cadres (20 %).

Géographiquement, son influence dépasse ses bastions traditionnels du nord et de l'est de la France, gagnant les zones rurales, périurbaines et certaines grandes villes.

Le RN attire également un électoral jeune, notamment via les réseaux sociaux, tout en restant fortement implanté chez les seniors, chez qui il est devenu le premier parti en 2024.

Ils sont 13 millions à avoir voté pour la candidate d'extrême droite aux élections présidentielles de 2022.



CHAP. I

1 DISCOURS IDENTITAIRES ET OBSESSION DE « L'ENNEMI »

L'extrême droite fonctionne sur les ressorts de la peur et de la division. Elle crée des frontières imaginaires entre « **nous** » (le peuple, les français, les travailleurs, les « honnêtes gens ») et « **eux** » (les étrangers, les « assistés », les musulmans, les féministes, etc...). Elle parle de « grand remplacement », de « danger démographique », de « séparatisme », mais c'est toujours pour dire que certaines personnes n'auraient pas leur place ici. Ce discours fabrique une menace artificielle qui détourne l'attention des vrais problèmes sociaux que sont la précarité, les inégalités, le mal-logement, le sous-investissement public...

2 LE POPULISME POUR DÉTOURNER LA COLÈRE

L'extrême droite capte la colère de celles et ceux qui subissent les injustices sociales (recul des services publics, précarisation du travail, difficultés d'accès aux soins). Plutôt que de désigner les véritables responsables - comme les politiques d'austérité, la fraude fiscale ou la faible taxation des grandes entreprises - elle préfère attiser les divisions sociales, culturelles, religieuses ou économiques. À travers un récit alarmiste, elle se présente alors comme la seule force capable d'apporter des solutions radicales et de « sauver » la nation.



3 UN SEXISME STRUCTURANT

Le sexe est un pilier de la vision de l'extrême droite. Elle défend une société patriarcale où l'homme domine, la femme est soumise et la famille traditionnelle est valorisée. Elle s'attaque régulièrement aux droits sexuels et reproductifs, comme l'avortement, la contraception ou l'éducation à la sexualité. Son discours masculiniste prétend défendre « la place » des hommes face à une soi-disant oppression féminine, caricature les luttes féministes et s'oppose frontalement aux personnes trans, considérées comme une menace à « l'ordre naturel ». Le patriarcat est utilisé comme outil de contrôle pour discipliner les corps et maintenir les hiérarchies sociales : chacun doit rester à sa « place » pour que l'ordre établi soit préservé.

4 LES FAUX AMIS DES LGBTQ+

Certaines formations politiques d'extrême droite prétendent défendre les droits LGBTQ+ ou féministes, mais de façon opportuniste. L'homo-nationalisme valorise certains droits des personnes homosexuelles seulement pour renforcer l'identité nationale ou exclure d'autres groupes, comme les migrants. De même, le femo-nationalisme instrumentalise certaines revendications féministes pour opposer « les vraies femmes du pays » aux étrangers, utilisant la lutte contre les violences sexistes comme outil de stigmatisation. Dans les deux cas, ces discours créent de faux alliés :

ils donnent l'illusion de soutenir des luttes sociales tout en servant des objectifs d'exclusion et de hiérarchisation.

LES CONSÉQUENCES

DU VOTE EXTREME DROITE



Cette progression électorale a des conséquences concrètes et profondes, qui dépassent largement le simple champ politique. D'abord, elle modifie le débat public et médiatique : les thématiques défendues par le RN — *immigration, sécurité, identité nationale, critique des institutions* — deviennent des sujets incontournables.

Ensuite, elle exerce une pression sur les partis traditionnels, qui se voient contraints de réagir à cette montée. Pour ne pas perdre des électeurs séduits par le RN, certains adoptent des discours plus sécuritaires ou identitaires, reprenant indirectement les idées de l'extrême droite. Cette dynamique déplace le centre du débat politique vers la droite et marginalise les



propositions plus progressistes, sociales et égalitaires.

Par ailleurs, cette influence électorale agit également sur la culture institutionnelle et sociale.

Elle renforce les logiques de défiance envers les administrations publiques, le personnel politique et le service public, en alimentant le sentiment que les institutions seraient inefficaces, partiales ou déconnectées des préoccupations des citoyens.



5 L'ÉCOLOGIE EN TROMPE-L'ŒIL DE L'EXTRÊME DROITE

L'extrême-droite tente aujourd'hui de verdir son image, mais il ne s'agit que de greenwashing idéologique. Elle instrumentalise les questions écologiques pour les adapter à son discours identitaire et soigner son électoralat plutôt que de s'attaquer aux vrais responsables de la crise climatique. En réalité, l'extrême droite est souvent liée à des réseaux climatosceptiques, productivistes ou hostiles à toute régulation environnementale. Elle s'oppose aux mobilisations écologistes, qu'elle caricature comme « woke » ou « anti-agriculteur ».

6 L'AUTORITARISME AU SERVICE DU PATRONAT

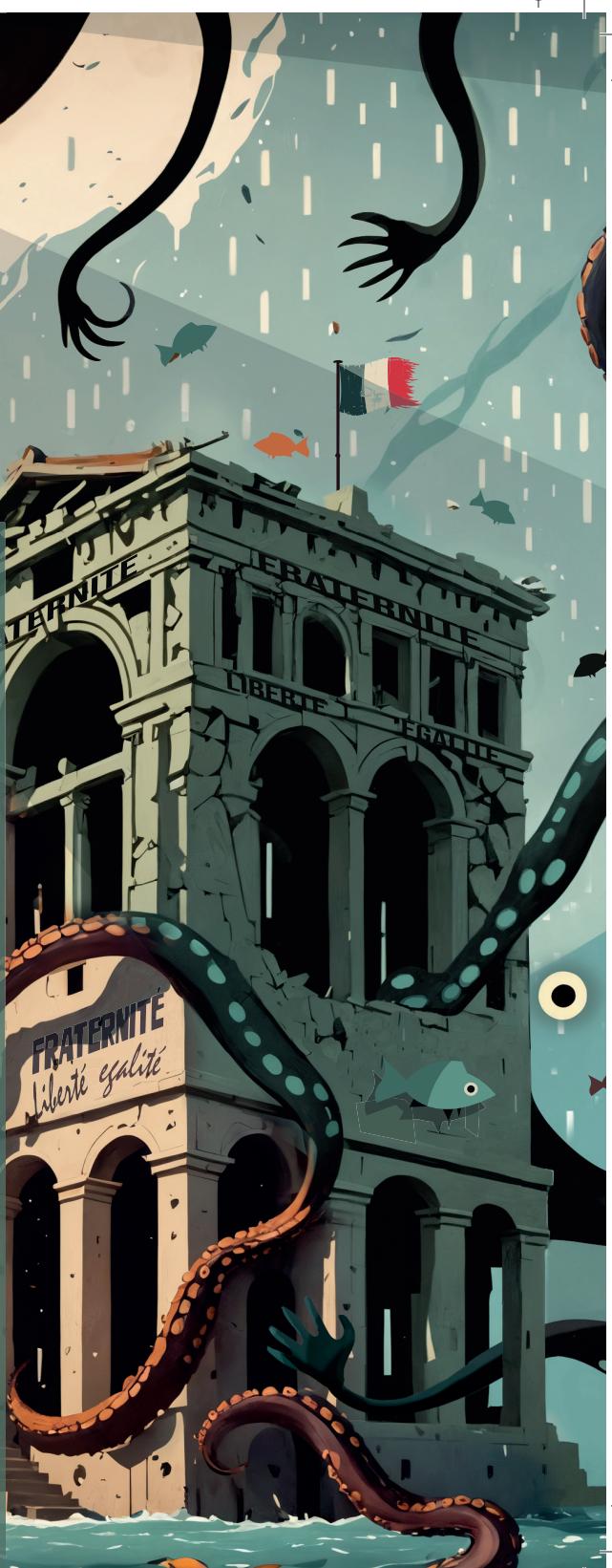
Sous couvert de défendre le « peuple », l'extrême droite sert en réalité les intérêts des puissants et de l'ordre établi. Elle soutient la hiérarchie sociale et s'oppose aux syndicats et aux mouvements sociaux. Les grèves et luttes collectives sont méprisées, et ses réponses aux problèmes sociaux sont autoritaires : plus de police, plus de répression. En créant la peur et en renforçant la répression, elle fait taire les contestations et affaiblit la résistance sociale.

L'extrême droite n'est donc pas un recours pour les classes populaires, mais un soutien au pouvoir des dominants.



Le monde du travail n'est pas épargné et constitue un terrain particulièrement propice à l'implantation et à la banalisation des idées d'extrême droite. La Fonction Publique Territoriale (FPT) n'est pas épargnée. Les agents y sont en première ligne face aux tensions sociales, ce qui peut les rendre plus sensibles aux discours sécuritaires ou xénophobes. À cela s'ajoute un sentiment de dévalorisation, nourri par le manque de reconnaissance et la remise en cause du service public, que l'extrême droite instrumentalise pour discréditer les institutions.

L'extrême droite met alors en place toute une stratégie pour se normaliser, s'ancre durablement et diffuser son idéologie au sein des collectivités.



|| COMMENT L'EXTRÊME DROITE S'INFILTRÉ DANS LE MONDE DU TRAVAIL ET LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE



PAR LES “BLAGUES” ET LES DISCOURS DITS “DE BON SENS”

La manifestation la plus visible de cette stratégie réside dans la libération de paroles douteuses. L'extrême droite s'immisce souvent au travail par des propos qui paraissent anodins : petites “blagues” ou phrases “de bon sens” censées refléter la réalité. Ces remarques — “*On ne peut plus rien dire*” “*On peut pas accueillir toute la misère du monde*” “*Encore un jour férié pour les musulmans ?*” ou encore “*Les syndicats bloquent tout*” ... — reposent sur des stéréotypes discriminatoires et des impressions personnelles. Leur but est double : **banaliser les préjugés et neutraliser toute critique** en la qualifiant d'excès de sensibilité ou de politiquement correct.

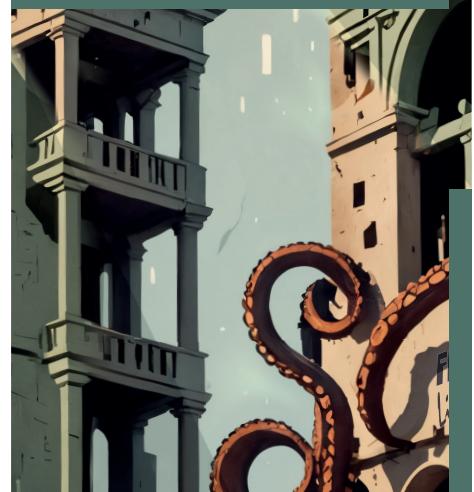


PAR DES RÉSEAUX INTERNES ET EXTERNES : INFILTRATION / INFLUENCE

Le Rassemblement National critique régulièrement « le système » et « l'élite » mais s'appuie paradoxalement sur des hauts fonctionnaires pour construire son programme et s'implanter dans les administrations publiques. La présence de 139 députés RN et UDR à l'Assemblée nationale facilite les contacts avec ces hauts fonctionnaires, permettant d'influencer, d'orienter le fonctionnement de l'administration. Bien que ces échanges soient légaux dans le cadre du travail parlementaire, ils révèlent **un risque réel d'instrumentalisation des services publics au service d'un agenda partisan.**

POURQUOI C’EST DANGEREUX ?

Ces idées circulent largement dans les médias et les conversations, donnant l'illusion d'une vérité partagée. Mais derrière cette apparente simplicité, **elles détournent l'attention des véritables problèmes sociaux.**



POURQUOI C’EST DANGEREUX ?

En s'infiltrant dans les institutions et en les utilisant comme levier politique, l'extrême-droite menace la neutralité et l'impartialité de l'administration, tout en normalisant ses idées au sein des rouages de l'État et des Collectivités Locales.



CHAP. II

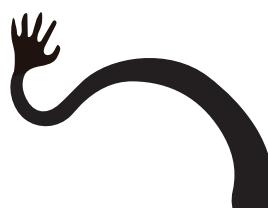
Parallèlement, des pratiques similaires se développent au niveau local dans les collectivités conquises par l'extrême droite. Lors des élections européennes de juin 2024, plusieurs fonctionnaires ont rejoint les listes du RN, illustrant la stratégie du parti pour s'implanter durablement au sein des services publics.

LES CANAUX DE DIFFUSION : DU TERRAIN AUX RÉSEAUX NUMÉRIQUES



L'extrême droite s'implante dans les collectivités locales et les services publics en créant des réseaux internes et externes pour diffuser ses idées. Elle utilise différents canaux : tracts dans les locaux, messages WhatsApp, vidéos d'influenceurs radicaux sur YouTube, Instagram ou TikTok, et interventions lors de discussions informelles entre collègues. Ces pratiques exploitent les fragilités du cadre professionnel : manque d'information syndicale claire, absence d'espaces de débat, isolement ou précarité des agents, frustrations liées aux conditions de travail.

Certains militants cherchent aussi à s'infiltrer dans les structures syndicales ou professionnelles. Ils détournent des outils institutionnels, prennent la parole lors d'assemblées, nouent des alliances opportunistes et présentent des mesures antisociales ou discriminatoires comme des « avancées ». Ces actions peuvent créer des collectifs de pression internes, légitimant des thématiques extrémistes auprès de collègues fragilisés ou mécontents.



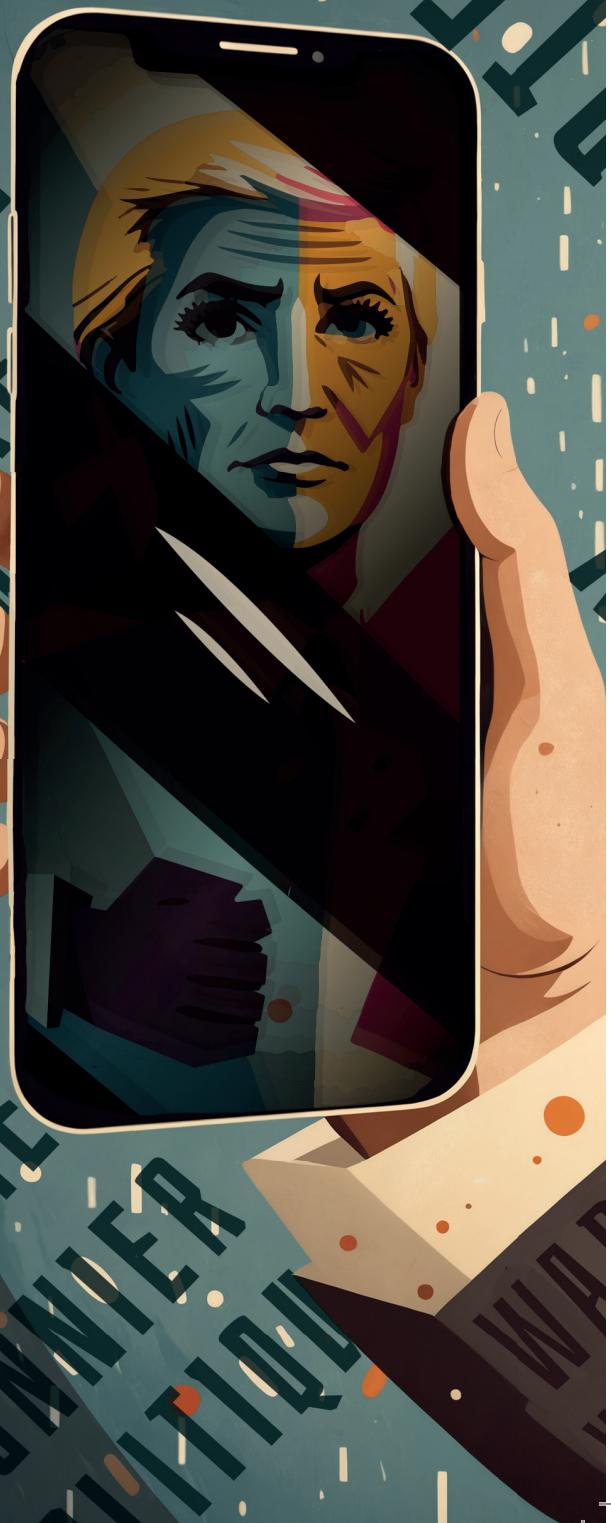
POURQUOI C'EST DANGEREUX ?

Cette stratégie fragilise les luttes collectives, divise les équipes et compromet la solidarité nécessaire au bon fonctionnement des services publics. Elle mine la confiance entre collègues et affaiblit les principes d'égalité et de neutralité, essentiels pour garantir un environnement de travail juste et respectueux pour toutes et tous. Par ricochet, elle influe indirectement sur la qualité du service rendu aux usagers et créer un climat de travail toxique.

C M J CM MU CJ SMU

défendre une culture antifasciste au sein des services publics n'est pas seulement un engagement moral : c'est un impératif pour garantir que le service public reste un outil d'émancipation, d'égalité et de solidarité.

Le RN prétend défendre les « oubliés » et répondre au malaise social, mais son programme pour la fonction publique et les services publics n'apporte aucune solution réelle. Pire, encore, il agraverait les inégalités et affaiblirait l'action publique.



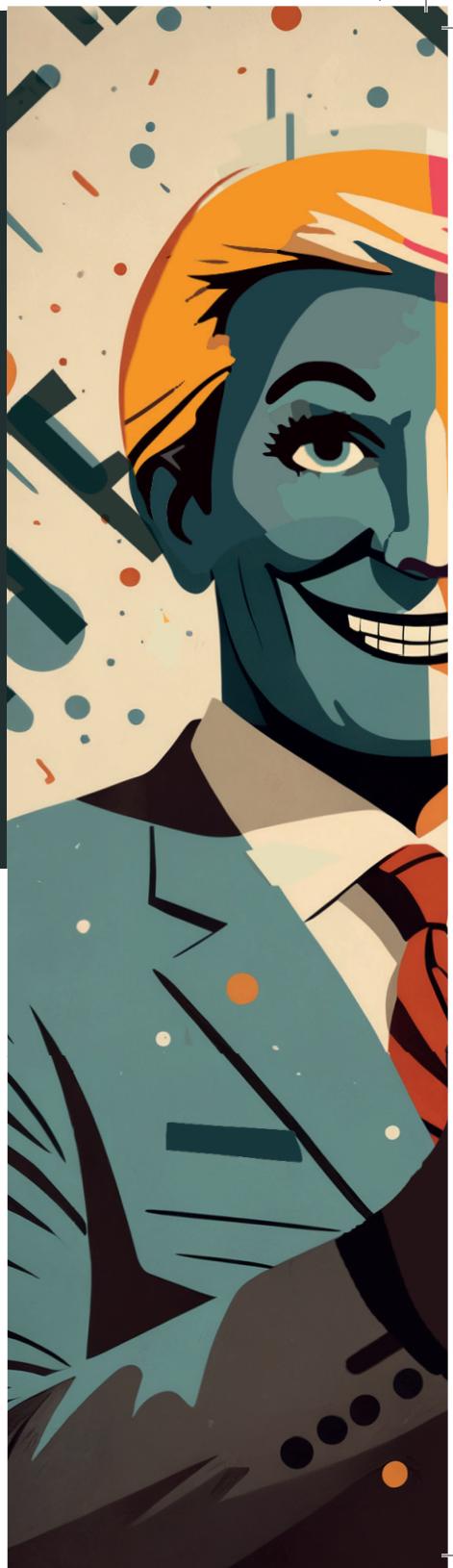


III L'EXTRÊME DROITE
ET LA FONCTION PUBLIQUE :
**MENSONGE
ET HYPOCRISIE**

L'EXTRÊME-DROITE NE DÉFEND PAS LES FONCTIONNAIRES

Contrairement à son image de « protecteur », le Rassemblement National ne soutient pas les agents publics. En 2022, Marine Le Pen a refusé une revalorisation générale du point d'indice, ne proposant que des augmentations limitées à l'hôpital et à l'école. Les députés RN se sont abstenus sur des mesures essentielles pour l'égalité professionnelle : absence lors du vote de la loi Rixain en 2021 et abstention sur la directive européenne sur la transparence salariale en 2023. Ces positions contredisent l'image d'un parti soucieux du bien-être des fonctionnaires et plus largement de l'ensemble des services publics..

Le projet RN pour la fonction publique repose sur un contrôle autoritaire qui détourne le sens même du service public : au lieu de garantir l'égalité de traitement, la neutralité et la cohésion sociale, il cherche à orienter l'action des agents vers des missions de surveillance, de tri social et de suspicion généralisée. Dans cette vision, les agents territoriaux ne sont plus des garants de l'accès aux droits, mais deviennent des relais idéologiques chargés d'identifier, signaler et exclure certaines catégories de population, en contradiction totale avec les principes fondamentaux du droit public.



CHAP. III

dans certaines collectivités gérées par l'Extrême Droite, il est constaté que les services sociaux et d'aide aux familles sont instrumentalisés pour contrôler les bénéficiaires et conditionner l'accès aux prestations. Les bibliothèques et équipements culturels voient leurs collections censurées et la liberté artistique bridée, sous couvert de lutte contre la « propagande » ou de promotion de « valeurs nationales ». Les agents d'état civil sont soumis à des pressions politiques pour restreindre l'accès aux droits des personnes étrangères ou limiter les documents officiels qui y sont liés.

L'EXTRÊME DROITE TRANSFORME
LES SERVICES PUBLICS EN
INSTRUMENTS
DE CONTRÔLE !

Dans la prévention et la police municipale publique, l'extrême droite encourage une montée en puissance des prérogatives sécuritaires : extension de la « présomption de légitime défense ». L'agent devient alors un auxiliaire de police plus qu'un médiateur du lien social, ce qui rompt une tradition de gestion préventive et apaisée des conflits sur le terrain.

Même les services techniques, l'urbanisme ou l'environnement peuvent être impactés : restrictions budgétaires sur la transition écologique, priorisation de grands projets sécuritaires au détriment du développement social, « préférence nationale » dans l'attribution de logements ou d'aides.

QUAND L'EXTRÊME DROITE PREND LES MAIRIES : DES LABORATOIRES DE POLITIQUES DISCRIMINATOIRES

Dans les années 1990 et surtout depuis les élections municipales de 2014, l'extrême droite a réussi à conquérir plusieurs mairies en France (*Hénin-Beaumont, Fréjus, Béziers, Perpignan, Hayange, Marignane, Beaucaire, etc.*).

Ces communes sont devenues des vitrines politiques et des laboratoires où s'expérimentent des pratiques locales contraires aux valeurs fondamentales de la fonction publique territoriale.

Les ressources humaines territoriales sont mobilisées pour mettre en œuvre des politiques de recrutement discriminatoires, encourager la « fidélité idéologique » et sanctionner celles et ceux qui défendent la neutralité du service public.

EXEMPLES CONCRETS DE MESURES MISES EN ŒUVRE :

HÉNIN-BEAUMONT

Subventions supprimées pour les associations jugées « trop politiques » ou « trop sociales », notamment celles de défense des droits humains ou d'éducation populaire. **PAS-DE-CALAIS 2014**

BÉZIERS

 Campagne de communication sécuritaire stigmatisant les personnes exilées et les femmes, remise en cause d'événements culturels liés à la diversité... **HÉRault, DEPUIS 2014 DIRIGÉE PAR ROBERT MÉNARD**

FRÉJUS

 Réduction du financement des centres sociaux et des associations culturelles jugées « non conformes à l'identité locale », pressions sur des projets liés à la jeunesse ou à la diversité. **VAR, DEPUIS 2014**

PERPIGNAN

 Multiplication des discours identitaires, renforcement d'une communication sur l'**« insécurité »**, mise en avant d'une vision ethnocentrique de la culture locale. **PYRÉNEES-ORIENTALES GAGNÉE EN 2020**



CHAP. III



2016 - Campagne de communication municipale de la Ville de Béziers

BEAUCAIRE



Décision de supprimer les repas de substitution sans porc dans les cantines scolaires, excluant de fait une partie des enfants.

GARD, DEPUIS 2014

MARIGNANE

Mise en avant du choix des repas à la cantine (priorisation du porc dans les menus et limitation des alternatives pour les enfants ne consommant pas de viande porcine), initiatives symboliques telles que la « levée du drapeau national » le matin à l'entrée des écoles.

BOUCHES-DU-RHÔNE
DEPUIS 2014

HAYANGE

Suppression de 80 postes d'agents titulaires, tentatives d'expulsion d'associations comme le Secours populaire et pression sur les associations pour qu'elles se conforment à la ligne idéologique de la municipalité.

MOSELLE, DEPUIS 2014



face à la progression de l'idéologie d'extrême droite, face à la libération de la parole et des actes racistes, il est normal de se sentir bousculé, parfois désarmé. Mais céder au silence, c'est laisser le terrain libre. Chaque remarque "décomplexée", chaque attaque contre nos collègues, chaque tentative de diviser les équipes, fragilise le service public et ouvre la voie à une idéologie autoritaire.

Combattre l'extrême droite dans la Fonction Publique Territoriale — *comme sur n'importe quel lieu de travail* — ne se limite pas à simplement dénoncer des propos. Il faut une riposte collective, structurée et déterminée. C'est l'ambition de la CGT.

Construire une culture antifasciste au travail, c'est surveiller les signaux faibles, soutenir sans faille les collègues ciblés, déconstruire frontalement les discours haineux et protéger les agents menacés. C'est un engagement politique concret.



IV QUE FAIRE CONCRÈTEMENT ?



LE VIEUX MONDE SE MEURT,
LE NOUVEAU TARDE À APPARAÎTRE
ET DANS CE CLAIR-OBSCUR SURGISENT LES MONSTRES



NE RIEN LAISSER PASSER

Au travail ou ailleurs, le silence face à un propos raciste, sexiste, LGBTphobe, antisémite ou islamophobe n'est jamais anodin. Ne rien dire, c'est normaliser. C'est laisser croire que de tels propos sont acceptables, cela isole les collègues victimes, et ouvre la porte à des dérives plus graves.

Réagir ne signifie pas forcément affronter directement la personne sur le moment, mais ne rien dire du tout, jamais, revient à valider le propos.

COMMENT RÉAGIR :

- Poser une question :**

« Pourquoi tu dis ça ? »
« Tu peux développer ? »

- Nommer le problème :**

« Là, c'est une remarque sexiste. »

- Signaler ultérieurement :**

en parler à un collègue de confiance, à un représentant du personnel ou à un syndicat. L'objectif est de marquer une limite, sans s'exposer inutilement.



d'autres situations peuvent être gérées différemment : un signalement ultérieur, une discussion discrète en petit groupe ou une mobilisation collective.

Agir de manière réfléchie permet de maintenir l'efficacité et la sécurité des agents tout en préservant la cohésion de l'équipe.



CHAP. IV

EXEMPLE CONCRET :

Lors d'une pause café,
un collègue lance :
« Les femmes au volant,
c'est dangereux ! »
Plutôt que de répondre
par une accusation
on peut :

POSER UNE QUESTION :
« Pourquoi tu dis ça ?
Est-ce que tu as des
statistiques qui
le prouvent ? »

APPORTER DES FAITS :
« En réalité, les études
montrent que les accidents
sont plus souvent liés
à l'alcool ou à la vitesse
qu'au genre. »

**RAPPeler le cadre
professionnel :**
« Ce genre de clichés peut
décourager des femmes de
postuler à des métiers du
transport, alors qu'elles en
ont tout à fait les
compétences. Dans notre
service, on embauche sans
distinction, et on a
tous intérêt à ce que
chacun se sente respecté. »

Cette approche permet de démontrer le stéréotype sans braquer l'interlocuteur, et d'orienter la discussion vers les valeurs communes.

SENSIBILISER SANS MORALISER ÉDUQUER PAR L'EXEMPLE

On l'a vu l'extrême-droite s'appuie souvent sur le cynisme et le "bon sens". Pour ancrer une culture antifasciste dans les services publics, il ne s'agit pas d'imposer un discours moralisateur, mais d'ouvrir le dialogue et de favoriser la prise de conscience par des exemples concrets, des faits vérifiables et des échanges constructifs.

L'objectif est de faire comprendre comment des propos ou des comportements en apparence anodins peuvent participer à des mécanismes d'exclusion ou de hiérarchisation sociale, tout en rappelant les valeurs fondamentales du service public.

Plutôt que de dénoncer ou de culpabiliser, il est plus efficace de décrypter les effets des mots et des actes. Par exemple, une « blague » raciste ou sexiste n'est jamais neutre : elle repose sur des stéréotypes qui, répétés, renforcent des inégalités et créent un climat de méfiance ou d'humiliation pour certaines personnes. Montrer le lien entre un propos et son impact réel permet de rendre visible ce qui est souvent minimisé.

RAPPELER LES VALEURS DU SERVICE PUBLIC

Les agents territoriaux sont les garants de l'égalité, de la solidarité et de la dignité. Rappeler ces principes dans des situations concrètes aide à recentrer les échanges sur l'essentiel :

**LE RESPECT EST DÛ
& À CHAQUE USAGER
CHAQUE COLLÈGUE.**

EXEMPLE :
Un agent refuse de traiter un dossier en priorité pour un usager étranger, sous prétexte que « les Français passent avant ». On peut répondre :

« Notre mission, c'est de servir tous les publics, sans distinction. Si on commence à faire des différences, on risque de se mettre en porte-à-faux avec le Code de la fonction publique, qui interdit toute discrimination. »

Et puis, imagine si demain, c'est toi ou un proche qui se voit refuser un service à cause d'un préjugé... »

DOCUMENTER POUR MIEUX PROTÉGER ET AGIR

Face à des propos ou actions d'extrême droite, il est essentiel de conserver des preuves fiables.

Documenter permet non seulement de soutenir les collègues visés, mais aussi de réagir efficacement auprès de la hiérarchie, des syndicats ou des instances de contrôle.

COMMENT DOCUMENTER ?

- **CAPTURES D'ÉCRAN** : messages sur WhatsApp, Telegram, mails, publications internes ou réseaux sociaux professionnels.
- **COPIES PAPIER** : tracts, notes, affiches ou tout autre document distribué ou affiché dans les locaux.
- **TÉMOIGNAGES** : noter les échanges verbaux ou incidents observés, avec la date, l'heure, les lieux et les personnes présentes.
- **JOURNAL D'INCIDENTS** : tenir un petit carnet ou un fichier partagé où sont consignés tous les faits préoccupants, même mineurs.



CHAP. IV

? POURQUOI C'EST IMPORTANT

- **SÉCURITÉ JURIDIQUE**: des preuves claires facilitent l'intervention des responsables, des syndicats ou des autorités compétentes.
- **ANALYSE DES TENDANCES**: en accumulant les incidents, on peut identifier des stratégies ou des zones où l'influence de l'extrême droite se renforce.
- **SOUTIEN COLLECTIF**: ces documents permettent au réseau de vigilance de réagir de manière coordonnée et de protéger les agents ciblés.



SE FORMER, S'INFORMER, S'OUTILLER POUR MIEUX AGIR

La formation permet aux agents de reconnaître les mécanismes d'exclusion, les stéréotypes et les stratégies d'influence idéologique.

LES CONTENUS PEUVENT INCLURE :

- Les notions de racisme, sexismes, LGBTQ+phobie et les effets des discriminations sur le service public.
- Les techniques d'influence et d'infiltration utilisées par certains groupes.
- La connaissance des obligations légales et déontologiques des agents publics (neutralité, égalité, impartialité, lutte contre la discrimination).

Des formations régulières, interactives et basées sur des cas concrets permettent aux agents de se sentir plus confiants pour identifier et réagir face à des situations problématiques.

S'INFORMER POUR RESTER VIGILANT

L'information est un outil de prévention : elle permet de suivre l'actualité, de comprendre les évolutions des politiques publiques et de repérer les signaux d'alerte.

LES SOURCES UTILES INCLUENT :

■ Fiches syndicales :
guides de la CGT ou de Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes

■ Livres comme :
“Facisme et Grand Capital” de Daniel Guerin ou “Des électeurs ordinaires, enquête sur la normalisation de l'extrême-droite” de Felicien Faury

■ Podcasts : (Minuit dans le siècle, Kiffe ta race) ou vidéos courtes : Htone, Vivre Moins Con, Salomé Saqué

SENSIBILISER LES ÉQUIPES ET LES COLLÈGUES

Pour prévenir l'influence d'idées discriminatoires ou extrémistes, il est essentiel d'accompagner les agents à identifier et analyser la désinformation, les stéréotypes et les micro-agressions dans le quotidien professionnel. Cette sensibilisation se fait par des **discussions**, **des formations pratiques** et **des supports explicatifs**, afin de rendre les enjeux concrets et facilement compréhensibles.



CHAP. IV

COMMENT
S'ORGANISER

- Constituer un réseau informel ou structuré au sein de l'équipe ou de la collectivité, avec des membres volontaires et sensibilisés.
- Partager rapidement les informations dès qu'un propos ou un fait inquiétant apparaît.
- Soutenir mutuellement les collègues qui subissent pression, stigmatisation ou isolement.

OUTILS CONCRETS
POUR FACILITER
LE RÉSEAU

- Mettre en place une veille sur les groupes WhatsApp ou Signal où circulent des messages problématiques.
- Organiser des espaces réguliers d'échange et de soutien pour analyser ensemble les situations vécues et réfléchir à des stratégies collectives adaptées.

CRÉER UN RÉSEAU
DE VIGILANCE
ON EST TOUJOURS PLUS FORTS
À PLUSIEURS

La lutte contre l'influence de l'extrême droite dans le milieu professionnel ne peut reposer sur les épaules d'une seule personne. Seul, un agent peut se sentir isolé, impuissant ou même menacé. Organiser une action collective permet de partager la charge, de renforcer la vigilance et d'agir de manière plus efficace et sécurisée.

EXEMPLES D'ACTIONS
COLLECTIVES

- Réagir ensemble face à un tract, un message ou une remarque problématique pour montrer que la solidarité est un rempart.
- Se mobiliser quand un collègue est attaqué ou isolé, pour éviter qu'il ne soit fragilisé individuellement.
- Solliciter collectivement la direction pour obtenir une formation sur les discriminations ou la déontologie, afin de renforcer la prévention.



LA CGT

VOTRE ALLIÉ ESSENTIEL ET UN REMPART CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Dans les services publics territoriaux, les syndicats jouent un rôle clé. La CGT, au-delà de ses fonctions d'intermédiaire entre direction et agents, protège les valeurs du service public et les agents face aux pressions idéologiques ou aux discriminations. Notre action est essentielle pour prévenir, alerter, s'organiser et agir contre toute tentative de normalisation des idées d'extrême droite.

VIGILANCE ET PROTECTION DES AGENTS. LES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL REPÈRENT LES SIGNES AVANT-COUREURS D'INFLUENCE EXTRÉMISTE :

- propos haineux ou discriminatoires (racistes, sexistes, LGBTQI-phobes, antisémites, islamophobes) ;
- comportements discriminatoires (refus de traitement d'un dossier, attribution inéquitable de logements, remarques dévalorisantes) ;
- pressions politiques ou hiérarchiques visant à orienter l'action publique de manière inégalitaire. Notre légitimité permet d'intervenir rapidement pour désamorcer les tensions et protéger les agents.

EXEMPLE DE MISE EN OŒUVRE

AUTOUR DE LA MACHINE À CAFÉ OU PENDANT LA PAUSE.

Par exemple, si un article ou un podcast évoquant des discriminations dans le service public a été consulté récemment, on peut simplement en parler : « J'ai entendu ça ce matin, qu'en pensez-vous ? »

Ces micro-discussions aident à sensibiliser progressivement, à partager des exemples concrets et à normaliser la vigilance face aux stéréotypes et aux micro-agressions.

ORGANISER UN TEMPS D'ÉCHANGE EN ÉQUIPE AUTOUR D'UN EXTRAIT DE PODCAST OU D'UN ARTICLE, SUIVI D'UNE DISCUSSION :

« Comment on réagirait si un usager nous disait qu'il ne veut pas être reçu par une femme/une personne racisée/un agent LGBT+ ? »

Cela permet d'anticiper les situations et de construire des réponses collectives.



CHAP. IV

DROITS ET MOYENS D'ACTION

DROIT D'ALERTE

Signaler tout manquement aux principes de non-discrimination, d'égalité ou de respect de la dignité.

Exemple : un agent informe son délégué d'un collègue tenant des propos négationnistes ; le représentant peut saisir la direction ou l'ACFI.

REMONTÉE DES INCIDENTS

Porter les problèmes à la direction, l'ACFI, le Défenseur des droits ou les tribunaux si nécessaire.

Exemple : des dossiers de demandeurs d'asile mis de côté par un CCAS ; les élus du CSE peuvent exiger un audit et saisir le Défenseur des droits.

FORMATIONS ET MÉDIATIONS

Demander des ateliers sur la lutte contre les discriminations, la neutralité et la laïcité, ou organiser des séances de médiation. **Exemple :** suite à des propos sexistes récurrents, organiser une formation sur les stéréotypes de genre.

SANCTIONS ET MESURES CORRECTIVES

Exiger des sanctions disciplinaires, des excuses publiques ou des changements de pratiques. **Exemple :** un élu impose des quotas ethniques dans les logements sociaux ; le syndicat peut saisir le tribunal administratif.



POUR ALLER PLUS LOIN

LIENS & CONTACTS UTILES

CGTSERVICESPUBLICS.FR

La CGT se mobilise et propose aux salarié·es de s'organiser dans tous les lieux de travail pour gagner sur nos revendications et met à votre disposition du matériel militant qui sera mis à jour régulièrement.

www.cgt.fr/kitmilitant

VISA-ISA.ORG

VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) est un collectif français qui informe et soutient les syndicats dans la lutte contre l'extrême droite et les idées réactionnaires au travail.

www.visa-isa.org



ANTIDISCRIMINATIONS.FR

Défenseur des droits (39 28)
C'est la plateforme française de signalement, d'écoute et d'accompagnement des victimes & témoins de discrimination, gérée par le Défenseur des droits ; elle permet via un numéro unique (39 28), un tchat ou des ressources en ligne d'obtenir une première écoute, des explications juridiques, une orientation vers les démarches ou une intervention institutionnelle pour faire reconnaître et faire cesser une discrimination fondée sur l'origine, le handicap, le sexe, l'âge ou d'autres critères prohibés par la loi. www.antidiscriminations.fr

CGTSERVICESPUBLICS.FR

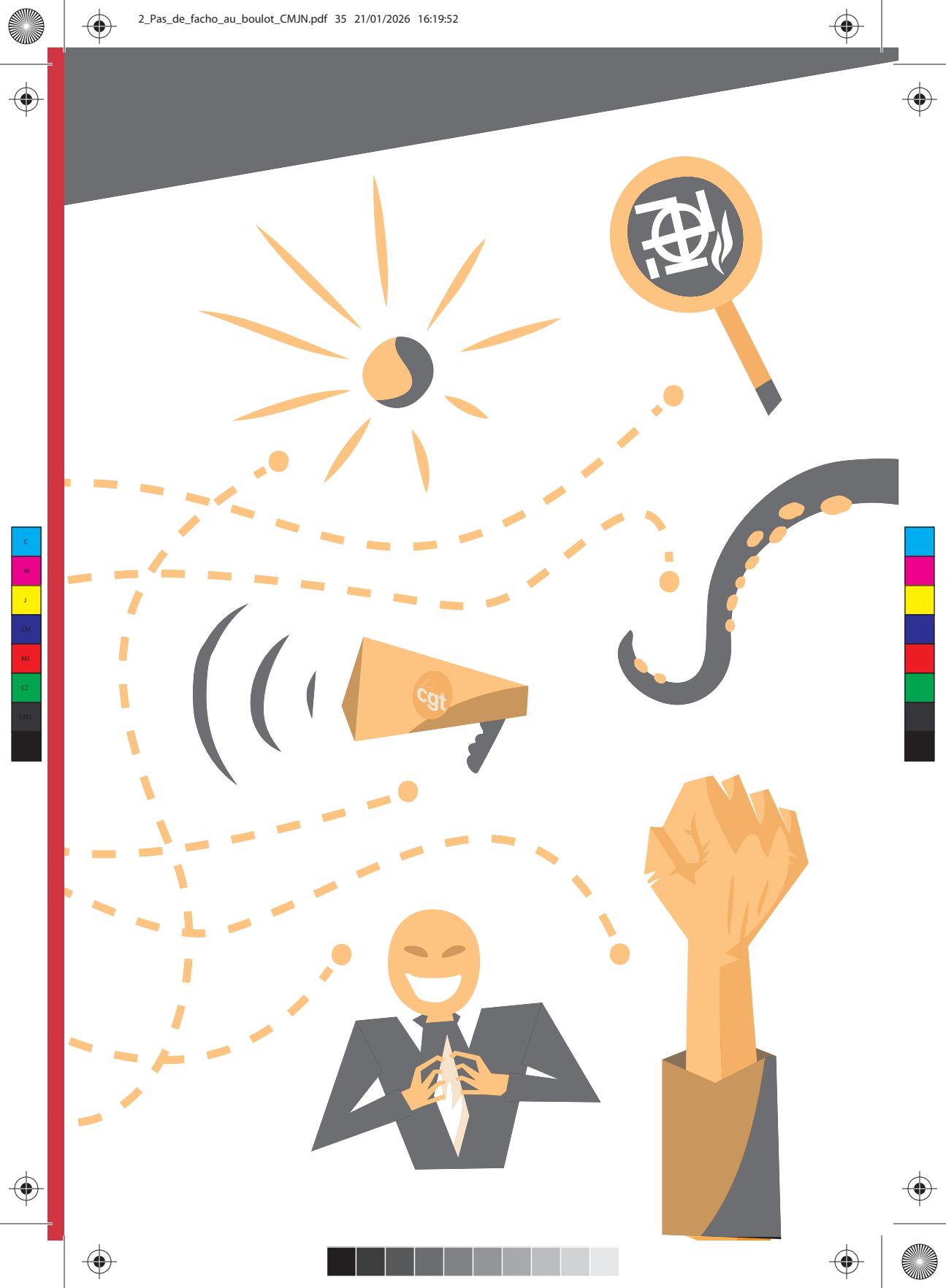


@FDSPCGT

FÉDÉRATION CGT DES SERVICES PUBLICS
263 RUE DE PARIS - 93516 MONTREUIL CEDEX

GRAPHISME & ILLUSTRATION : TÉO.COM
THEO SAULNIER @ETHOSLUNAIRE
IMPRESSION : FÉVRIER 2026
CE LIVRET A ÉTÉ CRÉÉ POUR ÊTRE Utile,
CONSERVEZ, PARTAGEZ OU RECYCLEZ.
MERCI !







CE GUIDE EST UN APPEL À L'ACTION

Chaque page, chaque argument, chaque outil doit être compris comme une ressource pour résister, s'organiser et répondre à l'offensive fasciste qui se déploie.

Les prochaines échéances électorales ne seront pas des scrutins ordinaires. Elles constitueront un véritable choix de société, un moment décisif pour l'avenir de notre modèle démocratique.

Mais la bataille ne se joue pas seulement dans les urnes : elle se mène dès aujourd'hui, dans nos territoires, dans nos services publics, dans chaque lieu de travail.

Fidèle à ses valeurs, la CGT refuse toute neutralité face à la haine et à la division.

Elle appelle chaque syndicaliste, chaque agent territorial, chaque travailleur à s'engager, à débattre, à convaincre, à bâtir partout des espaces de vigilance et d'action pour empêcher l'extrême droite de s'implanter.

AGISSEONS
FORMONS-DISCUTONS
NE RESTONS PAS
SPECTATEURS
ORGANISONS-NOUS !

